

Le Forum de Porto Alegre.....

communistes et de libération nationale, à une succession d'atrocités. Nous devons savoir que, sans les luttes socialistes et communistes du siècle dernier, l'humanité serait encore sous le joug du fascisme mondial.

Le forum doit partir des ex-

périences socialistes les plus complètes et les plus vives, défendre inconditionnellement Cuba face aux agressions impérialistes, appuyer tous les processus nationalistes révolutionnaires de l'Amérique Latine, comme au Venezuela, donner aux mouvements

contre la guerre une perspective de programme et de lutte anticapitaliste, contre l'OTAN, contre la très réactionnaire nouvelle Constitution européenne et reconstruire un front de lutte de tous les travailleurs et les masses opprimées du monde.

Extrait de REVOLUCAO SOCIALISTA – janvier 2005.

La vie n'a pas de sens sans la lutte pour le socialisme

J. Posadas

Correspondance:

« LUTTE COMMUNISTE
B.P. 93 - 93302
AUBERVILLIERS - CEDEX
Directeur de la Publication:
Nicole PICQUART
Commission Paritaire: N°59.353
Dépôt Légal: N° 27.393/16.07.1962
ISSN 0755-2858

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE COMMUNISTE

ORGANE

DU PARTI COMUNISTE REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
SECTION FRANCAISE DE LA IV^{ème} INTERNATIONALE POSADISTE

42^{ème} ANNEE - N°525 - Premier trimestre 2005 - CCP 13. 623. 56 C Paris - 0,50 euro - 3, 28 Frs

LA CONSTITUTION EUROPEENNE ET LES DIVERGENCES AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS

Editorial

La discussion sur le projet de constitution européenne a montré que les trois courants de la gauche socialiste Nouveau Monde, Nouveau Parti Socialiste et Forces Militantes, ne sont plus aujourd'hui aussi minoritaires que la direction du PS le laisse supposer. Le résultat du référendum interne qui a eu lieu le 1^{er} décembre 2004 a entériné le Oui à cette constitution, mais le Non de la gauche socialiste a obtenu un peu plus de 41% des voix, exprimant ainsi une opposition importante dont les arguments sont en train de gagner du terrain.

Ce projet de constitution européenne définit des valeurs communes du système capitaliste basées sur la libre concurrence, la compétitivité économique, la propriété privée, mais aussi des choix politiques, économiques et sociaux qui lui sont spécifiques et qui répondent à ces mêmes valeurs. Dans sa globalité ce projet exprime, à travers la forme qu'il prend en imposant une vision ultralibérale de l'Europe, dont aucune des valeurs ne pourra être modifiée qu'à l'unanimité de l'ensemble des Etats de l'Union, l'incapacité du système capitaliste à s'unifier d'une part et d'autre part les disputes que se livrent les différents groupes économiques et financiers européens, ceux qui comptent bien profiter de tout ce que le système capitaliste leur offrira au sein de l'Union Européenne.

D'un autre côté, les explications de texte données par Giscard à la

charte des droits fondamentaux, démontrent à travers un large éventail de restrictions quant à la liberté de réunion, d'association, de grève, de négociation, d'actions collectives, quant au respect de la vie privée et familiale, quant à l'éducation gratuite, à la sécurité sociale, aux discriminations, aux étrangers, qu'il n'existe qu'une seule interprétation possible, celle qui décharge les Etats des obligations qu'ils pourraient avoir par rapport à ces droits.

La lecture de ce projet de constitution est donc bien essentiellement politique et les conclusions qu'elle impose pour la gauche en général ne peuvent se faire que sur la base des objectifs, des valeurs et du programme qu'elle défend, tant du point de vue économique que social.

Pour la direction socialiste, ce traité constitutionnel signifierait « une avancée par rapport aux traités antérieurs et ne serait pas d'essence libérale puisqu'il a été approuvé par les partis socialistes et sociaux-démocrates européens, par le Parti des Socialistes Européens et l'Internationale Socialiste, et même par la Confédération Européenne des Syndicats. Le rejeter reviendrait donc à perdre 50 ans et à régresser en matière de démocratie, de plein emploi, de progrès social, de développement durable, d'économie sociale du marché ». Cela signifierait surtout l'isolement du PS qui n'aurait plus de partenaires vers qui se tourner et l'ouverture d'une crise qui affaiblirait l'Europe.

Comment peut-on avancer de tels arguments pour soutenir ce projet de constitution qui va à l'encontre de toutes les valeurs socialistes, du programme pour une Europe sociale, qui s'oppose aux principes même des règles de la démocratie ? Il faudrait dire Oui à ce texte parce que d'autres socialistes l'ont fait, sans d'ailleurs demander l'avis de leur propre base ? Il faudrait dire Oui par peur de rester isolés sans aborder la question de savoir pourquoi une grande partie du reste de la gauche en France a opté pour dire Non à cette constitution ?

La crise politique existe déjà depuis plusieurs années : c'est celle de la social-démocratie qui aurait pu durant l'époque où elle était au gouvernement de 13 pays en Europe changer les orientations et les politiques, conserver les acquis sociaux et maintenir les services publics, mais qui ne l'a pas fait et a permis au capitalisme et au libéralisme d'avoir le champ libre pour mener de l'avant un programme de régression économique et sociale !

Ce projet de constitution européenne ne peut être révisable du fait des règles qu'il pose en matière d'unanimité. Il est donc fort improbable

suite page 4

(Suite de la page 3)

UKRAINE : L'INTEGRATION A L'OTAN EST UN ENJEU MAJEUR DES ELECTIONS

tes et communistes) veut empêcher l'intégration de l'Ukraine à l'Otan et donc, empêcher une rupture des alliances établies avec la Russie et la CEI. C'est une situation de plus en plus grave, dans laquelle les forces les plus réactionnaires et guerrières du capitalisme augmentent leur pression et leur encerclement de la Russie, visant son éclatement final.

Les événements d'Ukraine ne sont pas isolés : rappelons la soi-disant révolution des roses en Géorgie, les provocations permanentes des groupes soi-disant indépendantistes de Tchétchénie, toutes les manœuvres pour s'assurer le contrôle du pétrole du Caucase. Ce n'est pas tant l'Union Européenne qui a intérêt à l'adhésion de l'Ukraine, mais surtout les Etats-Unis et l'OTAN.

Les partis de gauche, le mouvement progressiste en général, ne peuvent pas se contenter de juger ces événements comme si nous étions les maîtres de la politique de l'Union Européenne ou comme si nous avions quelque chose à dire au sein de l'OTAN. Il n'y a pas de position homogène entre tous les partis qui composent le Parlement Européen, et la Commission Européenne, le Comité des Ministres qui débat de politique extérieure de l'UE, sont dominés par la droite et le centre-droite.

La question qui se pose à nous est : quelle politique doit mener la gauche européenne vis-à-vis de l'ex-Union Soviétique, comment construire un front de la gauche – socialistes-communistes-écologistes – gauche radicale – qui englobe aussi les forces de gauche des pays de l'Est, l'Ukraine, la Russie elle-même. En Ukraine, le candidat orange qui semble si « démocratique » aux yeux de notre gauche en Belgique, ne se souciera pas de faire un cordon sanitaire contre les groupes fascistes de son pays ! Il prépare des alliances avec l'extrême droite sans aucun état d'âme pour avoir une majorité parlementaire. Donc on devrait s'intéresser à ce que pensent et font les partis de gauche, les syndicats en Ukraine, de l'Est comme de l'Ouest, à faire connaître leurs positions et leurs combats et à faire ce front de la gauche au-delà des frontières établies par le capitalisme.

Editorial *suite de la page 1*

qu'une fois entériné comme fondement de la construction européenne ce texte puisse être remis en cause tant sur le plan juridique que politique. D'ailleurs quelle serait la logique d'une remise en cause de ce texte par ceux qui l'auraient accepté ? Cet argument n'a pas plus de valeur que le reste : accepter ce texte c'est accepter l'ensemble des principes et des dispositions qu'il pose car aucune place n'est laissée au débat et à de possibles amendements, c'est aussi renoncer à la lutte pour la transformation de la société.

C'est ce qu'exprime la gauche socialiste dans son ensemble. « Il n'y a aucun compromis acceptable pour les sociaux-démocrates dans ce texte : ni dans le domaine social, ni dans le domaine politique, ni dans le domaine de la défense... Une autonomie accrue vis-à-vis de l'OTAN pour une véritable défense européenne, une politique économique tournée vers la croissance et l'emploi plutôt que vers la stabilité des prix dont seuls les rentiers tirent aujourd-

'hui profit, une banque centrale européenne enfin placée sous contrôle démocratique... autant de combats qu'un gouvernement de gauche doit pouvoir mener s'il ne veut pas perdre définitivement la confiance de ses électeurs et s'il veut surtout pouvoir conduire demain une politique alternative à la droite ».

Ces quelques lignes de l'argumentaire pour le Non de Nouveau Monde résumant de façon éloquentes les changements qui sont en train de s'opérer au sein de la gauche socialiste française : une gauche qui a des valeurs de progrès à défendre, qui sont celles définies entre autres par le programme du Parti Socialiste, comme la défense des services publics ou des 35 heures, qui refuse de s'adapter au libéralisme, de mener la même politique que la droite ou de se compromettre avec elle, et qui revendique la question d'un rassemblement nécessaire avec le reste de la gauche en France, le Parti Communiste, l'extrême gauche, le mouvement de Chevenement et les Verts.

Cette discussion sur l'Europe

exprime le profond malaise qui existe au sein du Parti Socialiste Français. Elle pose des valeurs, des principes et le cadre du programme qui en découle pour construire une autre société qui puisse tenir compte des besoins et des droits de tous ses citoyens à une vie meilleure et à des relations plus humaines.

Tout ce que prépare le gouvernement de droite en France, selon les objectifs fixés par l'Union Européenne et son projet de constitution, avec les attaques constantes aux conditions de vie, de travail et d'organisation sociale, doit être la base de la mobilisation de l'ensemble des partis de gauche. Ceux qui disent Non au référendum sur la constitution européenne n'ont aucune confusion : il ne s'agit pas de désavouer Chirac et la politique de son gouvernement, mais de refuser la construction d'une société sans avenir pour la majorité de la population, en France comme en Europe, et poser les bases nécessaires pour élaborer de réelles mesures de transformations économiques et sociales.

En 2002, le Forum de Porto Alegre coïncidait avec l'énorme barbarie de l'agression des USA contre l'Irak. Le Forum actuel de 2005, quels que soient les intérêts ou l'origine géographique de ses participants, ne pourra faire abstraction de la tragédie colossale qui vient de frapper le Sud-est asiatique, tuant peut-être 300.000 personnes, blessant ou mutilant un nombre incalculable d'autres, provoquant des dégâts et des destructions qui ne pourront être réparées avant des années. Où que l'on se tourne, on trouve partout les terribles conséquences pour l'humanité de la survivance du système capitaliste.

La soi-disant « globalisation » apparaît clairement dans tout ce qu'elle a de chaotique : alors que la science et la technique sont capables de surveiller en temps réel ce qui se passe sur un satellite de Saturne, les populations des régions côtières des pays affectés par le tsunami, n'ont même pas été prévenues de se retirer de quelques centaines de mètres ! pendant ce temps, la base nord-américaine de San Diego dans l'Océan Indien recevait instantanément toutes les informations. Cette tragédie met en évidence le mépris du régime capitaliste pour la vie humaine.

La guerre de conquête de l'Irak se poursuit avec toute sa cruauté, de même que les famines, la misère et les épidémies dans les pays dits sous-développés. Un an de dépenses militaires des Etats-Unis en Irak équivalent aux frais de reconstruction de 60 tsunamis ! D'autre part, l'indifférence absolue des Etats-Unis pour les accords internationaux de protection de l'environnement risque de conduire à de nouvelles altérations climatiques et à de nouveaux tsunamis ou autres conséquences catastrophiques.

Les participants au Forum de Porto Alegre constatent à nouveau qu'il n'y a aucun moment de trêve dans ce processus d'agressions contre l'humanité, tant du point de vue environnemental, écologique, que social ou économique. L'impérialisme agit manu militari, en tenant compte chaque fois moins des institutions que lui-même avait mises sur pied. Les guerres ouvertes (Irak, Afghanistan) ou camouflées (Tchéchénie, Ukraine, Venezuela, Haïti) continuent sans interruption. Les richesses continuent à se concentrer dans quelques mains, tandis que une énorme partie du monde manque

de tout. Ce Forum de Porto Alegre abordera tous ces thèmes, mais il devra aussi répondre, finalement, COMMENT REALISER CET AUTRE MONDE qu'il a affirmé possible dans les rencontres précédentes. Car en fait, on voit se réaliser la possibilité d'un monde encore pire que le précédent.

LA QUESTION EST DE TRANSFORMER LE MONDE

Dans sa 11^e Thèse sur Feuerbach, en 1845, Marx disait : « les philosophes jusqu'à présent ont essayé de différentes manières d'interpréter le monde ; la question, maintenant, est de le transformer ». Marx n'a jamais méprisé la philosophie. Mais sa critique s'adressait aux philosophies idéalistes qui ne conduisaient pas à la compréhension de la réalité pour la transformer.

Après la crise du « socialisme » du 20^e siècle, il était nécessaire de revoir toute cette expérience historique des sociétés qui avaient fait des révolutions et des expériences de transformations plus ou moins socialistes. Dans ce sens, le travail des « philosophes », des penseurs, des intellectuels, n'est pas terminé et se trouve même confronté au nouveau défi de comprendre l'effondrement des régimes bureaucratiques et de grands partis socialistes et communistes.

On peut dire qu'il n'y a pas eu beaucoup de philosophes ni d'intellectuels pour relever ce défi. Il n'y a pas eu beaucoup de tentatives, dans les différents forums sociaux, d'élaborer des programmes, des propositions d'organisation capables d'inciter dans les processus mondiaux.

Cependant, l'ensemble de l'humanité a résisté à la barbarie capitaliste et fait preuve d'une grande vitalité et capacité de renouveler ses forces. Des mouvements sociaux du monde entier se rassemblent à Porto Alegre pour voir comment progresser, se coordonner, assimiler les expériences, chercher de nouvelles voies. Des expériences révolutionnaires existent, soit au moyen des gouvernements révolutionnaires comme celui de Cuba ou de Venezuela, soit au moyen des luttes, des grèves, des mobilisations dans le monde entier. Le Forum accueille tout cet univers. Mais il ne le représente

LE FORUM DE PORTO ALEGRE ET LA NECESSITE D'UNE NOUVELLE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

pas assez, d'un point de vue politique, programmatique ou organisationnel.

Il montre le potentiel énorme qui existe. Mais s'il ne se décide pas à proposer une nouvelle théorie de transformation sociale, à revendiquer l'idée du socialisme, épurée de toutes les distorsions bureaucratiques et enrichie des conquêtes indiscutables, il tombera lui-même dans le vide. Le Forum ne peut laisser de côté ses engagements de base, son aspiration première à être la maison de tous les humains et donc il ne peut pas ne pas voir que cela est en contradiction mortelle avec la société de classes, la domination impérialiste, la dictature du capital. Il faut plus que des forums pour lutter contre cela, il faut des organismes populaires, ayant le pouvoir d'action et de décision, des organismes regroupant tous les opprimés, les travailleurs des villes et des campagnes, les intellectuels, les artistes et les scientifiques.

UNE NOUVELLE INTERNATIONALE EST INDISPENSABLE

Une nouvelle Internationale est indispensable, un mouvement ancré dans la pensée matérialiste dialectique, capable de transformer chaque lutte, chaque mouvement social, chaque rébellion en une action de transformation sociale. Il faut reprendre les principes théoriques du marxisme et ceux de la lutte des classes en particulier pour s'organiser contre la classe capitaliste mondiale qui s'oppose à toute transformation avec une haine d'autant plus profonde qu'elle voit qu'elle n'a plus de place dans l'histoire.

Face à l'impérialisme, on ne peut pas rester naïfs ou contemplatifs. Quand les peuples opprimés mettent au pouvoir des gouvernements disposés à changer leurs conditions sociales, comme au Venezuela, ils trouvent face à eux, des fronts putschistes, organisés par les USA pour les chasser. C'est

SURMONTER LA PEUR ABSURDE DU MOT « SOCIALISME ».

On sent encore le poids du tsunami politique et social qu'a signifié le démantèlement de l'URSS, la crise des expériences des pays socialistes, la désertion de nombreux intellectuels, partis, mouvements de gauche et leur soumission aux nouvelles idéologies dominantes du néolibéralisme, aux chants de sirène de « la fin de l'histoire ».

La IV^e Internationale Posadiste reprend et porte l'appel de tous les mouvements et processus révolutionnaires qui réclament l'organisation d'une nouvelle Internationale Communiste de Masses, qui organise les forces populaires sur toute la planète. Il est nécessaire de construire un programme, une plate-forme de lutte pour le socialisme, pour une planification mondiale

de l'économie en fonction des intérêts de l'humanité, pour une distribution universelle des richesses produites, pour le démantèlement de tous les organismes de contrôle économique au service de l'impérialisme et des plus grandes puissances capitalistes, pour l'organisation de forums où tous les pays sont représentés à égalité, en commençant un front unique de tous les mouvements, partis, organisations, gouvernements qui assument une perspective de construction du socialisme.

Il faut créer un forum permanent et universel sur le socialisme, pour récupérer les meilleures traditions et rétablir la vérité historique sur toute cette étape de l'humanité, donner la possibilité aux jeunes générations de se libérer de la conception réactionnaire dominante depuis ces dernières années et qui veut réduire les 80 dernières années d'expériences socialistes et

(Suite page 4)

UKRAINE : L'INTEGRATION A L'OTAN EST UN ENJEU MAJEUR DES ELECTIONS

L'intérêt spectaculaire des Etats-Unis et de l'OTAN pour la démocratie en Ukraine n'est pas innocent. La liste est longue des « fraudes électorales » dans de nombreux pays du monde, à commencer par les Etats-Unis eux-mêmes en 2000, lorsque Bush a été porté au pouvoir après un véritable coup de force. Mais ici, les « fraudes » semblent devenues insupportables. Pourquoi ?

Jusqu'à présent, et tout en étant devenu un pays indépendant après le démantèlement de l'Union Soviétique, l'Ukraine fait partie de la CEI et maintient des relations économiques avec la Russie dont elle tire également profit et qui n'ont rien à voir avec un statut de colonisé ou de vassal vis-à-vis de Moscou.

Chacun des candidats à la succession de l'actuel Président Kouchma a fait partie des gouvernements précédents et a donc pris part au processus de séparation de l'Ukraine, et a aussi participé à la privatisation croissante de l'économie et à la conversion des anciens secteurs de la bureaucratie soviétique en apprentis capitalistes. Ils ont l'un et l'autre poussé au partenariat avec l'Otan et signé l'envoi de près de 2000 soldats ukrainiens en Irak pour soutenir la Coalition.

Les fraudes, les corruptions, ne datent donc pas d'aujourd'hui, elles sont connues et alimentées par les puissances capitalistes d'Europe et des Etats-Unis depuis au moins dix ans. Mais aujourd'hui, cette politique ne marche plus, la conversion de la vieille bureaucratie en bourgeoisie se heurte à la crise du capitalisme européen et US qui ne leur laisse pas assez de place pour s'enrichir, à la résistance de la classe ouvrière de tous les anciens pays socialistes, Ukraine incluse, à la prise de conscience que « l'Occident » veut seulement utiliser de la main d'œuvre bon marché pour sauver ses profits, et de la chair à canon pour ses sales guerres, de la Yougoslavie à l'Afghanistan et à l'Irak.

C'est ainsi que tous les clichés de la « guerre froide » ressortent abondamment dans nos médias si peu objectifs. On revoit le même scénario qui a conduit à la destruction de la Yougoslavie : un dictateur – ici à la solde de Moscou –, la corruption, les divisions ethniques, les incompatibilités entre l'est et l'ouest de l'Ukraine, les différences religieuses etc.. On invente également des « bons » et des « mauvais » en fonction des besoins des dirigeants de l'UE, des USA ou de l'Otan. On invente des révolutions douces aux noms de fleurs et de fruits, on invente des mobilisations de masses en cachant soigneusement comment celles-ci ont été fabriquées, financées, nourries, chauffées et mille fois refilmées sur la place de Kiev !

Des millions de gens ont voté pour Youchtchenko, mais des millions aussi l'ont fait pour Yanoukovitch. Si les dirigeants occidentaux se sont tant alarmés, c'est justement parce que la différence entre les deux « camps » étaient assez faibles. Or les enjeux étaient très importants. Il fallait à tout prix que le candidat partisan d'une intégration complète à l'Otan gagne. En ce qui concerne l'Union Européenne, il n'y avait pas de grande différences entre eux.

Mais en ce qui concerne l'OTAN, il y en avait de plus en plus. Le partenariat actuel avec l'Otan et l'engagement des soldats ukrainiens en Irak devaient être renégociés fin décembre. Le Parlement venait de voter une résolution pour le retrait des militaires d'Irak dans les plus brefs délais. Et l'alliance qui soutient Yanoukovitch (incluant socialistes

(Suite page 4)

La vie n'a pas
de sens sans
la lutte pour
le socialisme

J. Posadas

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE COMMUNISTE



ORGANE

DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
SECTION FRANCAISE DE LA IV^{ème} INTERNATIONALE POSADISTE

Correspondance:
« LUTTE COMMUNISTE
B.P. 93 - 93302
AUBERVILLIERS - CEDEX
Directeur de la Publication:
Nicole PICQUART
Commission Paritaire: N°59.353
Dépôt Légal: N° 27.393/16.07.1962
ISSN 0755-2858

43^{ème} ANNEE - N°526 - Deuxième trimestre 2005 - CCP 13. 623. 56 C Paris - 0,50 euro

La victoire du NON au Traité Constitutionnel et la recomposition des forces de gauche en France et en Europe

Editorial

La victoire du « Non » au Traité Constitutionnel le 29 mai en France, suivie par celle du « Non » aux Pays-Bas, a créé un état de panique dans les instances dirigeantes européennes. Elle a mis à jour leur incapacité à construire un modèle politique et social européen commun, qu'elles voulaient imposer dans la plus grande illégitimité démocratique. Mais le formidable débat public qui s'est développé dans toute la France autour des véritables enjeux de la construction européenne, et

qui a trouvé des relais dans toute l'Europe, a fait éclater leur soi-disant unité.

L'intérêt commun n'a jamais été qu'une façade et le système capitaliste se retrouve paralysé, incapable de s'unifier et de se créer une représentation politique à l'échelle de l'Europe.

Aujourd'hui tout se rediscute au sein des bourgeoisies européennes et d'une façon générale tout ce qui échappe au contrôle des gouvernements nationaux : la monnaie unique pour certains, les pouvoirs démesurés de la Banque Centrale, le re-

port des référendums prévus pour « éviter la contagion », la légitimité des votes antérieurs, la poursuite de l'élargissement de l'Union Européenne.

La construction de l'Europe, définie par les directions capitalistes comme le contrepoids à l'hégémonie américaine, n'est qu'un leurre car elle lui reste soumise de toutes façons à travers le contrôle économique des grandes multinationales et la dépendance de la majorité des pays à leur politique de guerre et à l'OTAN.

L'Europe capitaliste est dans une crise profonde et ne peut offrir aucune perspective pour les gouvernements qui la constituent. L'échec des négociations budgétaires du dernier Conseil Européen de Bruxelles, où ont dominé marchandages et affrontements, en est un exemple. Ce n'est

suite page 2

APRES LES ATTENTATS TERRORISTES DE LONDRES

A QUI PROFITE LE CRIME ?

Un groupe se revendiquant de Al Qaida rescussite chaque fois que le gouvernement Bush et son fidèle chien de garde Blair ont besoin de forcer leurs alliés défaillants à serrer les rangs pour défendre les intérêts vitaux du système capitaliste.

Après Madrid et Istanbul, c'est à Londres que le terrorisme frappe et massacre la population civile. Quel que soit le nom déclaré par ceux qui revendiquent ces attentats criminels, c'est à l'impérialisme US que le crime profite. Le G8 + les gouvernements des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine invités à la grand-messe n'ont eu qu'à marquer leur allégeance avec Bush et Blair.

La réunion extraordinaire de l'Otan tenue en toute urgence va renforcer l'engagement de tous ses membres dans la poursuite de la croisade contre « les pays du mal ». De nouvelles guerres se préparent sous le couvert de la lutte contre le terrorisme. Plus que jamais il faut réclamer le retrait des troupes d'Irak, d'Afghanistan, du Kosovo, la rupture avec la politique de guerre dans laquelle nous mène l'Otan !

le 8 juillet 2005

Sommaire

LA FONCTION DU PARLEMENT EUROPEEN

J. Posadas

3 décembre 1978

page 3

IRAN:

Lettres d'Iran

du 15 et 25 juin 2005

page 6

VENEZUELA:

La constitution d'une réserve
militaire de deux millions
de citoyens ...

page 8

La victoire du NON au Traité Constitutionnel suite de la page 1



Euromanifestation le 19 mars 2005 à Bruxelles

pas le rejet du Traité Constitutionnel qui a provoqué cette crise, mais il a par contre permis d'accélérer la remise en question du processus de construction européenne parmi les pays membres. Et la prise en charge pour les six prochains mois de la présidence de l'Union Européenne par Tony Blair ne va pas améliorer cette situation, avec un projet pour l'Europe qui prévoit l'accélération du démantèlement des protections sociales, l'accroissement de la compétitivité et de la concurrence, le développement d'un partenariat avec les Etats-Unis. C'est sans doute ce programme qu'il faut considérer comme le « modèle social européen » qui doit améliorer la vie des citoyens, prôné par les partisans de l'ultralibéralisme.

Malgré le rejet du Traité Constitutionnel en France et aux Pays-Bas, l'Union Européenne est donc bien décidée à poursuivre la même politique ultralibérale. C'est ce que démontre également le remaniement ministériel en France où de Villepin et Sarkozy s'emploient avec beaucoup d'énergie à la poursuite de la déconstruction des services publics, du code du travail, et au renforcement de la répression et de la politique sécuritaire.

Le nouveau plan pour l'emploi n'a rien de nouveau. C'est un énième plan qui permet encore plus de précarité avec des contrats ayant une période d'essai de deux ans, plus de flexibilité et d'allègements de charges sociales pour le patronat, mais qui

ne va pas résoudre la question fondamentale du chômage dans un contexte économique où les licenciements, les fermetures d'usines et les délocalisations continuent de s'étendre. Au démantèlement du droit du travail s'ajoutent l'accélération des privatisations avec Gaz de France, la vente d'actions par l'Etat de France Télécom ou des autoroutes, le non remplacement des départs en retraite de la fonction publique et le recours aux ordonnances pendant l'été pour faire passer en dehors du Parlement et en toute liberté toutes les mesures jugées nécessaires par ce gouvernement.

Quant au Ministre de l'Intérieur il reprend son grand cheval de bataille sur le tout sécuritaire : le nettoyage des cités, la mise au pas de la justice, la reconduite immédiate aux frontières pour les immigrés et une répression accrue tous azimuts.

Voilà les conclusions que Chirac et son gouvernement tirent des résultats des dernières élections : on a bien compris le message mais on maintiendra notre ligne politique en utilisant la force s'il le faut.

Mais ce gouvernement a omis une chose importante, c'est que le mouvement social qui s'est créé pour le « Non » à gauche ne va pas s'arrêter à la victoire remportée le 29 mai. Cette victoire est celle de la classe ouvrière, des travailleurs, des chômeurs, de tous ceux qui se battent pour la dignité et les droits humains.

Ce mouvement de résistance à l'ultrali-

béralisme, les 900 collectifs constitués de militants politiques, de syndicalistes, d'associations ou de simples citoyens, a modifié considérablement le rapport de forces dans tout le pays. Il est en train de s'organiser pour coordonner des actions unitaires, construire ensemble à partir de valeurs communes les bases d'une alternative politique antilibérale en France et en Europe : la défense des services publics, la défense des acquis sociaux et des droits de tous les citoyens, le respect de la démocratie.

Ce mouvement a aussi fait émerger une dynamique politique unitaire entre le Parti Communiste, la gauche socialiste et des Verts, la LCR, la Gauche Européenne, les altermondialistes, qui cherche à construire une nouvelle majorité politique afin de résister à la mise en œuvre de la casse orchestrée par l'ultralibéralisme en France et en Europe et trouver des éléments d'unification permettant la création d'un manifeste pour une Europe sociale.

Des manifestations sont en préparation partout dans le pays et en Europe pour donner un nouveau souffle à la politique de l'emploi, à la formation, à la recherche, pour supprimer la directive Bolkestein, pour préparer le prochain Forum Social d'Athènes.

Ce formidable mouvement de rébellion et de résistance pour le « Non » en France a permis de porter le débat sur l'Europe dans tout le pays malgré l'opposition de certaines directions politiques et syndicales, d'alliances politiques contre nature, et d'imposer la défense de valeurs communes refusant la fatalité économique et politique et un modèle unique économique ultralibéral qu'on voulait imposer au mépris des citoyens.

Il a réussi à mobiliser une grande partie de la population française en réduisant le taux d'abstention à 30%, à entraîner une majorité de militants et de sympathisants socialistes à se désolidariser des positions de sa propre direction et à se réapproprié le terrain politique pour exprimer sa volonté de transformer la société. Il a réussi à fédérer la gauche européenne qui n'a pas pu s'exprimer par le vote sur la question de l'Europe et à être porteur de nouveaux espoirs.

C'est sur la base de ce mouvement citoyen et de la dynamique qu'il a créée qu'il sera possible de reconstruire une véritable direction politique de gauche avec un programme de transformations économiques et sociales en France comme en Europe.

juin 2005

Pour avancer dans la lutte pour le progrès de l'humanité, il faut éliminer le système capitaliste. Dans le mouvement communiste, on ne discute pas de cette manière. On discute de pluralisme, d'eurocommunisme. Et maintenant, on exalte le rôle du parlement européen.

Cette façon de discuter réduit la capacité d'intervention du militant communiste. Historiquement, l'eurocommunisme n'a pas de raison d'être. Le communisme est une conception de l'histoire, il n'est pas « européen ». Les conditions particulières qui existent en Europe, vont déterminer simplement diverses formes d'organisation. Mais les conditions générales de l'histoire ne changent pas, elles sont déterminées par le progrès de

LA FONCTION DU PARLEMENT EUROPEEN

J. Posadas

3 décembre 1978

et socialiste. Il est nécessaire de le faire. Le Parlement Européen n'est pas un instrument pour faire avancer les droits démocratiques. Il ne permet pas de développer l'autorité de la classe ouvrière et des partis communistes, il ne leur donne pas accès à la direction de l'économie. Si le Parlement européen était un organe issu d'une révolution, comme le fut la Révolution Française, nous l'accepterions comme un progrès. Mais ce n'est pas

contradiction avec notre politique, parce que nous maintenons la lutte pour un programme anticapitaliste dans chaque pays. Il faut y participer, tout comme Lénine et le Parti bolchévique ont participé à la Douma en Russie. Ils participaient aussi aux réunions des soviets pour décider s'il fallait continuer la guerre ou signer la paix avec l'Allemagne. Quand ils ont eu la majorité dans les soviets, les Bolchéviques ont rompu l'alliance avec les Menchéviques. Ils ont pris le pouvoir. Ils ont envoyé la Constituante au diable et les soviets ont pris le pouvoir. Cela ne signifiait en rien un manque de respect envers la démocratie, ni un mépris des accords passés avec les Socialistes révolutionnaires et les Menchéviques. Il fallait trouver le moyen de progresser, la Constituante ne le permettait plus. Il fallait chercher une forme d'organisation dans laquelle la classe ouvrière pouvait jouer le premier rôle. Voilà comment s'accomplit le progrès de l'histoire.

La tactique reste valable pour aujourd'hui. Ce parlement européen est une tromperie. C'est un moyen pour les capitalistes de résoudre les problèmes entre eux. Mais ce parlement leur sert aussi de soupape. Ils sont accusés par le progrès des luttes révolutionnaires en Europe et ils utilisent le parlement européen pour inciter les communistes et

les socialistes à suivre une voie réformiste. Ce parlement sert pour ces deux choses à la fois.

Il faut participer au Parlement européen, le considérer comme une tribune. Il ne faut pas s'y adapter, mais y intervenir pour dénoncer qu'il est une fabrique de mensonges et ne peut apporter aucun progrès historique. C'est un instrument pour coordonner les relations au sein de la bourgeoisie et entre celle-ci et les partis ouvriers et syndicats, pour essayer de les corrompre, de les diriger, de les amadouer. Ils le font pour essayer d'attirer un secteur des masses européennes.

Les partis communistes et socialistes se trompent quand ils croient qu'ils peuvent aller au parlement européen sans poser ces conclusions. Ils s'imaginent pouvoir éliminer progressivement le système capitaliste. Mais c'est un mensonge. Le Parlement est dirigé par les multinationales. Le système d'élection est tel que les multinationales y ont toujours la majorité. Si la classe ouvrière obtenait la majorité au parlement européen et décrétait la fin de la propriété privée, la bourgeoisie ne respecterait plus la majorité parlementaire ! Le capitalisme va utiliser les armes. Il l'a fait contre la Commune de Paris, il le fera à nouveau et aujourd'hui les armes sont atomiques.

Le Parlement européen est un instrument chargé d'ouvrir une soupape aux luttes de la classe ouvrière, il amène les partis ouvriers à chercher une perspective inexistante, une perspective de transformations par la voie pacifique. En pleine crise brutale du système capitaliste, la

(Suite page 4)



extrait de
LE MARCHÉ
COMMUN
EUROPEEN,
LE PROGRES DE
L'EUROPE ET LA
FONCTION DES
PARTIS
COMMUNISTES

édition Science,
Culture et Politique

Prix: 1,5 € + frais d'envoi

Pour obtenir cette brochure,
envoyez un message électronique à
posadistes@chello.be

l'Union Soviétique. Il y a parfois des situations concrètes qui présentent des conditions particulières dont il faut tirer profit. Mais cela ne change pas le fondement de la lutte anticapitaliste (..)

On ne discute pas ces conclusions dans le mouvement communiste

du tout le cas. Il ne laisse aucune place pour une Révolution Française.

Le Parlement européen est une sorte de multinationale. Il faut y participer, comme il faut participer au parlement de chaque pays. Mais cette participation au parlement européen n'entre pas en

LA FONCTION DU PARLEMENT EUROPEEN

(Suite de la page 3)

bourgeoisie ne va pas instituer un parlement européen dans lequel on discute le progrès de l'Europe. Pour survivre, elle doit faire la guerre, elle doit licencier des centaines de milliers d'ouvriers pour maintenir et augmenter sa compétitivité et ses profits. Il est absurde de croire que le Parlement européen sera un instrument pour établir de meilleures relations sociales en Europe. Il est destiné, au contraire, à détourner le mouvement ouvrier, à organiser systématiquement le contrôle des luttes et des concurrences intercapitalistes. C'est aussi un moyen de développer le carriérisme parlementaire, la conception réformiste dans le mouvement ouvrier, socialiste et communiste.

Il faut intervenir dans le parlement européen en dénonçant sa finalité, et maintenir la lutte pour les transformations sociales, même si le mouvement ouvrier n'a pas beaucoup de poids numérique dans ce parlement. Il faut le prendre comme une tribune pour

s'adresser aux masses d'Europe et du monde, comme le faisait Lénine à la Douma, et comme il faut le faire dans tout parlement national. Montrer que le progrès passe par des transformations sociales. On ne peut pas attendre que le nombre des députés de gauche augmente jusqu'à changer le rapport des forces au sein du parlement. Il faut changer les rapports de forces sociaux. Il faut donc coordonner la participation au parlement européen et la lutte syndicale et politique pour réaliser des transformations sociales. Il faut mener la lutte pour les étatisations, la planification économique et le contrôle ouvrier. Il faut démontrer que la classe ouvrière est le seul représentant du progrès de la société. C'est un mensonge de prétendre qu'une autre forme de progrès existe. C'est la lutte pour les transformations sociales qui représente la forme la plus élevée et concentrée du progrès. On peut changer un gouvernement et le remplacer par un autre meilleur. Mais cela ne dure qu'une semaine car le système capitaliste est

d'une telle nature qu'il génère quotidiennement de la corruption. Même si un type peut être plus corrompu qu'un autre, la corruption reste toujours une partie intégrante du système capitaliste.

Le système capitaliste produit la bombe à neutrons, organise les massacres au Vietnam, en Rhodésie. Le parlement européen ne va rien permettre de différent. Il ne peut donner aucune alternative, aucune perspective de développement des relations sociales progressistes. C'est absurde de croire le contraire. Il faut soutenir un programme de transformations sociales et mener lutte pour l'imposer par la force. Il faut se préparer à défendre ce programme, à l'impulser, à l'appliquer par la force, en s'alliant avec les Etats ouvriers.

Le capitalisme, dans une attitude désespérée, tente d'attirer la bureaucratie syndicale et politique, il essaie de gagner du temps historique afin de pouvoir régler la concurrence intercapitaliste. Pour le moment, il

essaie de régler cette concurrence au moyen du « serpent monétaire ». Il établit des accords entre les pays européens par l'intermédiaire du système financier. Il ne faut pas croire que ce système monétaire va s'installer au bénéfice des pays capitalistes les plus pauvres, comme l'Italie, le Portugal ou l'Espagne. Les pays capitalistes qui décident dans cette organisation monétaire sont ceux qui commandent, c'est à dire la France et l'Allemagne. L'Angleterre n'entre pas dans ce système monétaire car ses intérêts sont en contradiction avec ceux de la France et de l'Allemagne. Les grands pays capitalistes sont ceux qui décident dans le système monétaire, les autres leur servent d'appoint. Ils se mettent tous ensemble pour affronter la concurrence économique des Etats-Unis.

Il faut participer aux élections pour le Parlement européen, tout en défendant la nécessité des luttes pour les transformations sociales. Il faut se préparer et appeler le mouvement ouvrier à imposer par la force ces transformations sociales si le capitalisme ne les accepte pas. Imposer par la force, cela ne veut pas dire que dix personnes doivent s'imposer à dix millions, mais que des milliers vont entraîner les autres dans la lutte pour les transformations sociales.

Les contradictions aiguës qui s'expriment tous les jours dans le système capitaliste, s'expriment également au Parlement européen. L'aiguïsement de la lutte des classes va s'y exprimer aussi. Le Parlement ne pourra pas décider dans un sens favorable au progrès de la société, de l'économie. Il

Les nouveautés de juillet 2005 sur notre site

<http://www.quatrieme-internationale-posadiste.org/>

Dans la rubrique Nouveau Belgique

- Le NON à la Constitution Européenne et le front de la gauche en Belgique - 5 juillet 2005
- A propos de la licence pour construire une usine de munitions en Tanzanie - 5 juillet 2005

Brésil

Changer la politique économique pour combattre la misère, qui est la pire des corruptions - juin 2005

Dans la rubrique *Lutte ouvrière*

Lutte ouvrière N° 424

journal des posadistes en Belgique
mai - juin - juillet 2005

Dans la rubrique

Posadistes aujourd'hui - Publications

Revolução Socialista N°15

Journal des posadistes au Brésil
juin 2005

Dans la rubrique Qui sommes-nous ?

La crise du capitalisme, la guerre et le socialisme **J.Posadas**
16 avril 1978

LA FONCTION DU PARLEMENT EUROPEEN

(Suite de la page 4)

va servir à régler les problèmes des multinationales. S'il ne fait pas cette tâche, le capitalisme va s'en débarrasser. Le Parlement européen tend à créer des illusions, il entretient une masse de fonctionnaires, crée une multitude d'organes sur lesquels le capitalisme s'appuie pour contenir le développement indépendant des partis communistes et socialistes. Il faut discuter la question de la finalité du Parlement européen. Est-ce qu'il représente la forme la plus élevée de la démocratie ? Non. Le capitalisme a recours à cet organisme pour essayer de concilier, de réglementer ses disputes internes, pour attirer les forces d'opposition, les neutraliser et les dominer.

En Italie par exemple, sept millions d'ouvriers travaillent « au noir ». Ils font du travail à domicile, 20 heures par jour, pour avoir de quoi vivre. Si on trouve des chaussures italiennes, des vêtements italiens à bas prix sur le marché mondial, c'est à cause de ce travail au noir. Est-ce que le Parlement européen va résoudre cette question ? Non. Il va défendre surtout et avant tout, le capitalisme français et allemand. En Allemagne qui est le pays capitaliste le plus riche, il y a déjà 1,1 million de chômeurs. L'impérialisme français est très riche aussi, mais il y a 1,7 million de chômeurs en France. L'Etat français vient de faire un emprunt de 25 milliards de FF, c'est le troisième emprunt en deux ans. La faiblesse de l'Etat français n'est pas visible parce que le capi-

talisme a de l'argent et parce qu'il y a en France 1,5 million de travailleurs immigrés. Le capitalisme soutient l'Etat impérialiste français pour faire des affaires, et celui-ci s'endette. L'endettement de l'Etat, cela signifie l'augmentation des prix, la détérioration des conditions de vie. L'Allemagne se trouve dans la même situation : l'Etat de la « puissante » Allemagne capitaliste a une dette valant quasi 20% de la richesse nationale, qu'il doit aux capitalistes allemands. Dire que le grand développement de l'économie rend l'Etat puissant, est un mensonge. L'Etat français ainsi que l'Etat allemand est endetté et soumis financièrement aux capitalistes. C'est cela qui, en dernière instance, détermine les nominations des juges, des ministres ou des présidents. Les capitalistes pourraient présenter, en bloc, une demande de remboursement à l'Etat et provoquer une chute brutale des finances, du crédit, de l'autorité politique de l'Etat. Ainsi, l'Etat capitaliste, qui semble très puissant, est en réalité très faible, car il est très endetté. Est-ce que le Parlement Européen va régler ce genre de problèmes ? C'est la lutte des classes qui permettra de le résoudre et non le Parlement.

Il faut intervenir au Parlement Européen tout en maintenant la défense d'un programme anticapitaliste et de transformations sociales dans chaque pays. Il faut considérer le Parlement Européen comme une tribune qui sert à dénoncer le système capitaliste. Il faut

dénoncer le système monétaire européen, le « serpent », c'est à dire les fluctuations des monnaies. Ce système monétaire permet à un pays plus faible, comme par exemple l'Italie, d'avoir une certaine marge de manœuvre avant le recours à une dévaluation de sa monnaie. Les autres pays capitalistes lui font un prêt pour soutenir artificiellement cette monnaie. Ce sont les masses de tous les pays d'Europe qui vont en sortir perdantes.

Les multinationales sont la partie la plus structurée du capitalisme et ce sont elles qui ont créé « le serpent monétaire » pour faire face à la crise du système capitaliste. L'Italie, la Grèce, le Portugal n'ont rien à dire dans le système monétaire européen. Ce sont de petits pays que l'Europe veut intégrer, soutenir et assister au plan économique et financier, pour empêcher un développement de la concurrence intercapitaliste et pour contenir un développement de la lutte des classes. L'Europe cherche à les attirer, en s'appuyant sur la grande bourgeoisie de tous ces pays, c'est à dire celle qui détient la finance, l'industrie, l'agrobusiness. Les populations des pays les plus faibles vont payer les conséquences. Une autre finalité du Marché Commun est aussi la concurrence avec les Etats ouvriers. Celle-ci s'exerce au quotidien. Les organes créés par le Marché Commun cherchent à régulariser cette concurrence, de façon à atténuer la pression des luttes de classes.

Une question fondamentale à l'étape ac-

tuelle qui se pose à l'Europe, c'est de donner aux ouvriers étrangers les mêmes droits sociaux et politiques qu'à ceux de chaque pays européen, et d'inscrire ces droits dans la constitution. En France et en Allemagne, il y a des millions de travailleurs étrangers qui n'ont même pas le droit de voter. Il est certain que s'ils avaient ce droit, une grande majorité voterait communiste ou socialiste. Ils interviendraient aussi avec beaucoup plus de forces dans la lutte anticapitaliste. Tout cela n'intéresse pas le Parlement Européen.

Une autre question fondamentale est celle de l'élargissement de l'Europe à ces nouveaux pays qui, comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, sont surtout des pays agricoles et qui n'ont pas de perspective de développement dans le Marché Commun. Ils sont des concurrents des grands pays européens qui sont également producteurs agricoles, comme la France et l'Allemagne. Le Parlement Européen ne peut régler cette question, car ce sont les grands capitaux qui décident et n'acceptent pas d'être entravés dans leur pouvoir de décision.

Il faut montrer cette crise du capitalisme et intervenir dans le Parlement Européen, tout en organisant la lutte extraparlamentaire. Les syndicats doivent organiser un mouvement pour améliorer les conditions de travail, réduire le temps de travail. Il faut aussi l'intervention des partis socialistes, communistes, des groupes gauchistes sur une plate-forme anticapitaliste. Aucun Parlement Européen ne peut répondre à tous ces problèmes.

J. Posadas
3 décembre 1978

Lettre d'Iran du 15 juin 2005

Quel fascisme ?

On crie maintenant au fascisme. Un grand nombre de journaux et d'organisations ont commencé la campagne électorale, en donnant leur soutien à Rafsandjani. Et ils crient que si le maire de Téhéran arrive à la présidence, ce sera le fascisme. Les infos les plus fantaisistes circulent sur le web et par les sms. On crie à la fraude électorale. On dénonce que les organisations paramilitaires de masses, telles que le « Basij » (qui rassemble des millions de volontaires) ou les Gardiens de la révolution interviennent pour orienter les masses vers « le pire de tous, c'est à dire Ahmadinejad ». Comme si ces organisations ne faisaient pas partie de la société, et n'avaient pas le droit d'avoir une opinion ! D'autres maudissent le peuple iranien qui aurait « toujours été mesquin et lèche-cul, au cours de toute son histoire, toujours soumis aux grands pouvoirs turc, mongol ou arabe et qui, pour survivre, a appris la fourberie, la trahison, l'obséquiosité ». Cela fait penser à l'opposition à Hugo Chavez au Venezuela, de la part de la bourgeoisie, des intellectuels, de la petite-bourgeoisie aisée. Ils hurlent parce que, malgré leurs bonnes intentions, ils sont obligés de choisir entre ce qu'ils appellent « le voleur et l'assassin ». Et manifestement, ils ont choisi le Grand voleur, le Grand patron, celui qui a désarmé la Révolution de 1979.

Rafsandjani est aussi celui qui a prolongé pendant 6 ans la guerre contre l'Irak, avec tout ce que cela signifiait en pertes humaines et matérielles, en perte de temps, en perte de tant de forces révolutionnaires parmi les jeunes qui, sans cela, joueraient un rôle déterminant dans le processus révolutionnaire iranien. C'est encore Rafsandjani qui a commencé la répression sociale et économique intérieure, en provoquant les hausses des prix des produits de base, des loyers, en dévaluant la monnaie nationale par rapport au dollar afin d'augmenter le volume moné-

taire et payer les dépenses courantes, en prenant en mains toutes les affaires de l'état pour les mettre au service des monopoles privés, en réduisant fortement les subsides sociaux, en supprimant les subventions des produits de base. Cela a fait basculer 40% de la population au-dessous du seuil de pauvreté.

Malgré ce bilan désastreux, toute une partie de l'appareil clérical, de la presse, des intellectuels, des étudiants, une partie des communistes et de la gauche ouvrière, passent l'éponge sur ces méfaits du Grand patron, pour se concentrer sur la campagne pour faire échouer la candidature de Ahmadinejad. Mais tout cela ne suffira pas à renverser le cours des événements : le maire de Téhéran gagne de plus en plus de terrain, il parle de façon précise et claire, et s'appuie sur les réalisations sociales de son administration de la ville pendant ces trois dernières années, accomplies malgré les sabotages du Ministère de l'Intérieur.

A l'approche du scrutin, les attaques contre Ahmadinejad sont de plus en plus intenses. Elles se retourneront comme un boomerang contre les futurs perdants ! Ahmadinejad a déjà fait des assemblées avec 140 députés, parmi les 230 qui composent le parlement, ainsi qu'avec des experts et de nombreux professeurs d'économie. Il leur propose de participer à l'élaboration d'un programme de développement économique à court terme, qui donne des résultats rapidement quant à l'élévation du niveau de vie de la population. Il s'engage à « couper les mains des patrons du pétrole » et de mettre les bénéfices de l'exploitation pétrolière sur les tables des familles. Quant à la politique extérieure, il dénonce le pouvoir actuel qui en fait une question gigantesque, à la portée seulement des grands spécialistes. Il dit que pour affronter la politique extérieure, il faut d'abord un renforcement du pays et un développement économique pour la population.

Les médias internationaux

sont pris au dépourvu, ils ne s'attendaient pas à ce résultat. « Al Ahram » (journal égyptien) dit même que les menaces de l'administration américaine et les dernières interventions de Bush (disant que ces élections étaient une farce et appelant à désertir les urnes) ont eu l'effet inverse: la participation électorale n'a fait qu'augmenter. L'intervention des masses populaires dans ce processus électoral est très significative, quand on considère le profond mécontentement des masses envers la politique de ces 16 dernières années . Il faut rappeler ici l'analyse de J. Posadas (1) sur la conscience des masses qui passent au-dessus de tous leurs dirigeants. Un processus très intéressant est en train de prendre forme. Il est quasi certain que, ce vendredi, Ahmadinejad sera président ! L'histoire donne à nouveau l'occasion de reprendre le cours d'un Etat révolutionnaire, avec ou sans méthodes révolutionnaires.

(1) Ce texte a été publié dans la collection Edition Science, Culture et Politique en 1980

Prix: 1,5 €+ frais d'envoi

Le processus permanent de la Révolution en Iran

3 décembre 1979

J. POSADAS

Le processus Permanent de la Révolution en Iran



édition Science, Culture et Politique

Pour obtenir cette brochure, envoyez un message électronique à posadistes@chello.be

Lettre d' Iran du 25 juin 2005

La victoire du radical Ahmadinejad et les problèmes face au nouveau pouvoir en Iran

Ahadinejad a gagné largement les élections, ne laissant aucune possibilité d'embrouilles à ses opposants. Sur les 46 millions d'électeurs, il y a eu 27.959.253 votants. Ahmadinejad a obtenu 62% de ces voix, Rafsandjani en a obtenu 36% et il y eut 66.770 votes nuls.

Le journal « Kayhan » dénonce des tentatives de la part du Ministère de l'Intérieur et du Ministre en personne, d'interrompre les activités électorales dans plusieurs sièges électoraux de Téhéran, sous le prétexte que « des étrangers intervenaient en faveur d'un des candidats ». Pourtant, tout l'appareil électoral est aux mains du Ministère de l'Intérieur, qui est lui-même aux mains du parti de Rafsandjani (« Kargozaran ») ou du « Mosharekat » (parti des ultras libéraux). D'autre part, plusieurs ministres de cette obédience étaient directement présents aux sièges centraux de toutes les villes importantes.

Le journal « Shargh » (Orient), de la tendance de Rafsandjani, sert d'organe de la contre-révolution et diffuse des mots d'ordre trompeurs et hystériques, des accusations de fasciste et d'obscurantiste envers Ahmadi nejad . Jeudi (à la veille du second tour), ce journal donnait 54,5% à Rafsandjani et déclarait que si ce score n'était pas atteint, ce serait la preuve de la fraude électorale de l'adversaire !

Le scénario était prêt pour faire annuler les élections, semer la panique et provoquer des affrontements. Mais le sabotage du Ministre de l'Intérieur n'a pas duré plus d'une heure et a été dénoncé par le Conseil des Gardiens (qui a le pouvoir législatif de bloquer l'activité des sièges électoraux). Comme la différence des voix entre les deux candidats était très grande, il devenait difficile de parler de fraude ou de boycott.

Une importante compagnie japonaise a donné beaucoup d'argent pour la campagne de Rafsandjani. Les Européens, à la fin de la dernière réunion sur la question nucléaire, ont demandé que l'Iran maintienne la suspension de l'enrichissement de l'uranium. Les Etats-Unis ont à nouveau lancé des menaces contre l'Iran et font une campagne agressive contre ces élections. Tout s'accélère. Il y a la pression du gouvernement français sur le Liban, la réunion de l'UE et des USA avec les bandits irakiens, les changements en Syrie. D'autre part, Poutine déclare qu'il veut continuer la collaboration nucléaire avec l'Iran et refuse les menaces des USA.

A Teheran, il y avait la fête sur les places publi-

ques. On sentait l'allégresse de la population, tout comme le sentiment d'abattement des autres. A l'université, des étudiants avaient publié des tracts de dérision, qualifiant les candidats du premier tour des élections de « sept samourais » et ceux du second tour de « prince et mendiant ». Dans les milieux intellectuels et de la petite-bourgeoisie professionnelle, nombreux étaient ceux qui votaient pour Rafsandjani, malgré leur dégoût pour lui, car ils considéraient Ahmadinejad comme une sorte de « lumpen ». La radio américaine en langue perse commentait le caractère de classe de ces élections.

La vérité de la lutte de classes, des luttes sociales et la nécessité urgente de transformations vont s'imposer. Ahmadinejad soutient les investissements privés, mais uniquement ceux qui sont productifs pour le pays : c'est déjà une révolution ! Il veut couper les mains des familles et des clans qui ont pris possession du pétrole et il veut mettre les bénéficiaires du pétrole à la table des familles populaires : c'est une autre révolution ! Comment faire pour nettoyer cet appareil immense et parasitaire qui est contre lui ?

Pendant les deux années qu'il a passé comme maire de Téhéran, il avait déjà fait un grand nettoyage de l'appareil municipal bureaucratique et corrompu, remplacé les vieux cadres pourris par des jeunes qui n'avaient certes pas toute la maturité requise pour manœuvrer parmi les fourbes et les voleurs, mais qui travaillaient durement et apprenaient rapidement.

Ce sera utile de transmettre l'expérience du gouvernement vénézuélien et du mouvement de Chavez pour faire le nettoyage dans l'industrie pétrolière et pour prévenir les sabotages et les boycotts. Il faut s'attendre à des fuites de capitaux (le nouveau Président n'entre en charge que dans plusieurs semaines), à des sabotages, des grèves passives etc.. Il faut préparer des mesures radicales telles que le changement de la monnaie, la prise de contrôle de la banque centrale de l'Etat, la transparence du fonctionnement de la banque, la transparence de la diplomatie, de la politique extérieure etc.. ; susciter la participation des organisations rurales, ouvrières, de médecins, d'enseignants, à la nomination des ministres et au fonctionnement des ministères.

L'Iran est en train d'intervenir à nouveau avec force sur la scène politique moyen-orientale, arabe et internationale !

Le 25 juin 2005

VENEZUELA

La constitution d'une réserve militaire de deux millions de citoyens représente une préparation consciente de l'état révolutionnaire face à l'impérialisme américain.



« Nous sommes dans un processus dans lequel l'impérialisme prépare inévitablement la guerre. Cela peut prendre du temps, mais cette guerre peut aussi éclater à n'importe quel moment. La décision de lancer la guerre ne dépend pas seulement de la préparation militaire de l'impérialisme, mais également du développement de la crise sociale mondiale ; cette crise conduit à des luttes pour renverser le capitalisme et c'est pour cela qu'il prépare la guerre et va la lancer ».

Cette analyse faite par J. Posadas en 1979, est saisissante pour son actualité 26 ans plus tard et malgré que les rapports de forces mondiaux ont changé et que le bloc soviétique se soit démantelé. Après que les bureaucraties des Etats ouvriers et des partis communistes ont provoqué la régression de ceux-ci vers le capitalisme, il s'est produit un mûrissement dans l'humanité quant à la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire.

Le processus révolutionnaire bolivarien au Venezuela s'inscrit dans ce mûrissement. L'organisation d'une réserve militaire de deux millions d'hommes et de femmes est un pas très significatif dans la préparation consciente du peuple du Venezuela, aux côtés du peuple cubain, à l'affrontement avec l'impérialisme.

Cette organisation ne se base pas uniquement sur des critères militaires, mais sur des critères de mobilisation sociale populaire. Elle participe du mouvement de masses qui avance lui-même dans la transformation de l'économie du pays. La réserve militaire se construit avec la conscience que l'on défend une alternative historique et pas seulement une résistance militaire. Ainsi, chaque réserviste est lié à un centre de production, et chaque centre de production a ses réservistes.

Il faut, pour y arriver, accélérer l'éducation et la préparation politique de la population. Il faut se préparer rapidement, car l'impérialisme ne va pas tarder à intervenir. Le gouvernement vénézuélien a déjà dénoncé le fait que l'OTAN ait déjà donné le nom du territoire du Venezuela à des simulations d'assaut lors de récentes manœuvres. Mais l'impérialisme doit calculer aussi qu'une attaque contre le Venezuela peut lui coûter extrêmement cher. Chavez n'est pas un Saddam Hussein, ni un Noriega. Il fait preuve d'une grande audace politique sur le plan international et il a organisé la population du Venezuela. Il a établi des accords internationaux importants avec d'autres pays d'Amérique Latine, avec la Russie, la Chine. Il a noué des liens étroits avec Cuba. La stratégie de l'organisation d'une grande réserve militaire est unie à la résolution de défense réciproque entre Cuba et le Venezuela.

Ici, il s'agit, à la fois, de penser et d'agir. Penser et créer des coopératives, penser et accumuler de l'éducation et de la culture, penser et créer de nouveaux modèles de développement endogène, penser et développer tout le territoire du pays, atteindre l'autosuffisance alimentaire, penser et faire vivre la démocratie participative, la lutte anti-corruption et anti-bureaucratie, rompre les institutions héritées du passé et créer une nouvelle structure sociale.

La structuration de cette immense réserve militaire s'inscrit dans ce processus global de transformation de la société du Venezuela et montre aussi ce que veut dire une réelle démocratie populaire.

extrait d'une lettre des camarades du Venezuela – mai 2005